

**« LA VIOLENCE EST AUSSI DU CÔTÉ DU GOUVERNEMENT »**

**Xavier Mathieu Ancien leader CGT des Continental en lutte**

« Je suis bouleversé par le traitement médiatique que subissent les salariés d'Air France. J'ai envie de rendre hommage à ces salariés qui depuis des années s'en prennent plein la gueule.

Le DRH d'Air France, comme notre directeur qui à l'époque avait pris des oeufs dans la gueule, n'a rien subi en comparaison de ce que subissent les salariés. Il n'y a jamais eu de drame du côté des patrons. Alors que du côté des salariés, ce sont des drames permanents. À Continental, certains ont perdu leur maison, ont sombré dans la consommation d'antidépresseurs ou d'alcool, ont divorcé ou se sont suicidés. Quand on voit comment sont traités les événements, on comprend que 90 % des médias sont détenus par des patrons du CAC 40. Lorsque Continental a fermé, les salariés ont été traités de voyous pendant plusieurs jours par les médias, alors que par la suite, c'est bien la direction de Continental qui a été condamnée par les tribunaux. Dans les cinq procès qui ont eu lieu, il a été démontré qu'il n'y avait aucune raison économique à ce que l'entreprise ferme. Cela me dérange de voir la une des journaux avec un mec qui s'est fait arracher la chemise alors que depuis la fermeture de Continental, on aurait dû voir au moins cinq unes avec les collègues qui se sont foutus en l'air. La violence est aussi du côté du gouvernement, qui s'était engagé à défendre les petites gens et qui, au contraire, les massacre. Manuel Valls n'a même pas eu un mot pour les 2900 salariés licenciés. Ce que fait le Parti socialiste aujourd'hui, c'est trahir la classe ouvrière. En mettant un banquier de chez Rothschild au ministère de l'Économie, il fait un bras d'honneur aux travailleurs. Les socialistes

au pouvoir participent à la montée du Front national, qui ne pense qu'à ramasser les cadavres. Il faut virer ces gens-là. »

.....

**« LA COLÈRE DES EXPLOITÉS EST LÉGITIME, LA RÉVOLTE EST VITALE »**

**Philippe Poutou, Ouvrier chez Ford, porteparole du NPA**

« Quel tir d'artillerie contre les salariés d'Air France : toute une caste de privilégiés a lâché sa haine de classe :

Valls, Sarkozy, Gattaz, éditorialistes... Par une exagération volontairement outrancière, leur but est d'étouffer la moindre velléité de rébellion et de soumettre celles et ceux qui osent se défendre. Le délire sur une soi-disant violence inacceptable (bousculade et chemise déchirée !) permet de parler d'une violence invisible, vécue au quotidien par des millions de salarié(e)s. Celle de l'exploitation de travailleurs toujours plus précarisés, dans un contexte de menaces et de chantages permanents. La violence, c'est : le licenciement, le chômage, la pauvreté, la galère au boulot, l'intensification du travail, l'usure, l'invalidité, et aussi le harcèlement des chefs, la pression des directions, le mépris quotidien ! En ces temps de compétitivité obsessionnelle, c'est une véritable guerre de classes, celle des capitalistes pour s'approprier un maximum de richesse. Il s'agit là d'une violence préméditée, pensée et organisée. Trop souvent, nous subissons et nous nous taisons. Mais la colère est bien là, elle s'accumule et heureusement parfois elle explose : comme les Conti en 2009 ou aujourd'hui à Air France. Cette colère légitime est justifiable car il s'agit de la dignité des exploités. Elle est salutaire. Il est urgent de trouver les moyens de relever la tête, de ne plus subir, de s'organiser pour

passer à l'offensive et lutter collectivement. L'idée n'est pas d'appeler à déshabiller tous les patrons mais bien de leur enlever le pouvoir, les moyens de nuire et d'écraser. Pour cela, il faut prendre nos affaires en main, contrôler nos outils de production, organiser nous-mêmes le travail. En clair, combattre le système capitaliste. »

.....  
.....  
**« J'APPELLE LE GOUVERNEMENT  
À VOTER CONTRE LE PLAN DE  
LICENCIEMENTS »**

**Pierre Laurent, Secrétaire national du  
Parti communiste français**

« On voit bien le message que les faiseurs d'opinion veulent nous vendre avec les images des incidents de Roissy et maintenant les poursuites policières contre plusieurs salariés. Ces derniers seraient des espèces de sauvages sans foi ni loi, et les patrons des responsables injustement pris à partie. Les Français ne sont pas dupes, plusieurs enquêtes le montrent. Ce qui vient de se passer à Roissy est d'abord le signe de l'échec total du "dialogue social" à la mode du pouvoir. En fait de dialogue, les salariés n'ont droit qu'à la politique du fait accompli, au discours austéritaire, à l'appel aux sacrifices. Où est le dialogue quand on vous annonce, de manière froide et provocatrice, 2 900 suppressions de postes ? La colère sociale en France aujourd'hui est grande. La majorité des Français "aimeraient bien se rebeller mais ne le font pas", disent les mêmes enquêtes. J'ajoute : ils ne le font pas encore. Car il existe une "hargne sourde que ressentent de nombreux Français derrière leur apparente résignation". À cette colère, nous voulons ouvrir les chemins de l'espoir, montrer que d'autres politiques sociales et économiques sont possibles pour Air France. Pour ma part, je l'avais dit le 23 septembre dernier à Roissy, et je redis dans les colonnes du journal de Jaurès mon soutien complet aux salariés

d'Air France dans leur bataille pour l'emploi, pour un travail de qualité, pour la sauvegarde et le développement de cette grande société. Non à la criminalisation de leurs actions, ou des syndicats. J'appelle le gouvernement, qui jusqu'à présent a laissé faire la casse sociale et le démantèlement de la compagnie, à prendre ses responsabilités en votant en CA contre le plan de licenciements et en permettant l'ouverture du dialogue social dans l'entreprise dont il est actionnaire. »

.....  
**« IL FAUDRAIT UNE ACTION  
AUDACIEUSE DE L'ÉTAT »**

**Edgar Morin, directeur de recherche au  
CNRS**

À la brutalité d'une décision de licenciements massifs a répondu la brutalité d'une réaction de salariés. Or il faut voir le contexte : la concurrence des « low cost », celle des compagnies orientales riches et subventionnées par les pétrodollars, les asphyxiantes directives européennes, la domination du dogme néolibéral.

Tout cela a suscité la situation dramatique de la compagnie nationale. Nationale, elle l'est mais, en même temps, elle ne l'est plus car elle s'est trouvée dénationalisée en cessant d'être un service public. L'économie d'effectifs de confort ne saurait être une réponse car, ce faisant, Air France s'abaissera au niveau du low cost et sera incapable de répondre à la concurrence orientale, qui joue précisément sur le confort. Ne faudrait-il pas alors envisager un retour au service public avec une aide de l'État qui couvre les déficits ? Mais alors il faudrait que l'État à court de finances entreprenne une action audacieuse pour récupérer les milliards de l'évasion fiscale, envisage une réduction de la dette pour soulager ses finances, et puisse ainsi renouer avec une politique de service public. Non seulement pour Air France, mais aussi pour la SNCF, les hôpitaux...

## Jean-Luc Mélenchon, parti de Gauche

"Retenir cinq gars qui défendent leur emploi, une nuit entière, c'est un abus. [...] On ne va pas chercher à 6 heures du matin, dans leur lit, des gens qui n'ont aucunement l'intention de s'enfuir. On n'a pas été cherché Monsieur Cahuzac dans son lit, on n'a pas été cherché Monsieur Sarkozy dans son lit, [...] mais quand c'est un travailleur, [...] alors on va le chercher comme un bandit. Ils n'avaient pas l'intention de s'en aller. Ils veulent garder leur travail, c'est ça leur lutte."

C'est une honte", a-t-il encore ajouté. "Qu'est-ce qu'ils ont fait ces gens ? Ce sont des trafiquants de drogue ? Ce sont des gens qui comptent se sauver avec de l'argent dans un paradis fiscal ?"

«Pensez à ces types! Vous trouvez normal que dans la même entreprise où l'on met cinq types en prison pour avoir arraché une chemise, le même type se soit augmenté de 400% son salaire parce qu'il est PDG? Il y a un minimum de dignité à reconnaître aux gens »

.....  
**C'est l'histoire d'un monde qui marche à l'envers.**

**Clémentine Autain, porte parole d'Ensemble (Front de Gauche)**

Les images des dirigeants d'Air France bousculés physiquement par des salariés en colère ont suscité un choc international, un concert d'indignations. Il est vrai qu'imposer un quatrième plan de licenciements aux salariés d'une entreprise qui a déjà perdu 9.000 emplois depuis 2012, c'est particulièrement violent. Il n'y a pas de doute qu'annoncer dans la presse le chiffre de suppression de postes prévue avant d'en informer les salariés, c'est profondément méprisant.

Mais la violence et l'humiliation suprêmes, les grands médias et la "classe politique" l'ont vue ailleurs. S'en prendre aux chemises des patrons, exprimer avec colère et sans ménagement sa révolte alors que leurs vies sont en jeu, voilà ce qui constitue l'agression la plus intolérable à leurs yeux. Là se situerait la violence véritable, ultime, inacceptable.

*Le Parisien* a titré sans ambages : « *Injustifiable* ».

Le « *lynchage* » des deux dirigeants d'Air France a fait couler les larmes de la majorité des éditorialistes quand les chaînes d'info relayaient en boucle le récit de ces agressions présentées comme inouïes, parfois même qualifiées de criminelles. À peine sorti de l'avion de retour du Japon, Manuel Valls s'est précipité au chevet des dirigeants d'Air France pour leur apporter tout son soutien, promettant la fermeté face à « *l'œuvre des voyous* ». Nicolas Sarkozy a dénoncé la « *chienlit* », comme si régnait en France aujourd'hui un parfum de Mai 68. Quant à François Hollande, il s'est d'abord inquiété des conséquences sur « *l'image, l'attractivité* » du pays.

### Deux poids, deux mesures

Les mots de soutien ou d'inquiétude pour les salariés promis à un vaste plan de licenciements secs sont restés introuvables dans la bouche de tous ces "responsables". Comme si la violence sociale n'était pas une violence mais une norme acceptable, et de ce fait invisible. Comme si la suppression de 2.900 postes d'ici 2017 – 1.700 emplois au sol, 900 chez les hôtesse et 300 parmi les pilotes – dans une grande entreprise française, dont l'État possède 17% du capital, n'était pas un sujet majeur d'inquiétude, de préoccupation, de révolte. Comme si le chômage de masse ne constituait pas une agression à la dignité humaine. Comme si les dirigeants d'Air France n'avaient pas été irresponsables en amenant l'entreprise à ce point de chaos. Comme si les gouvernements, incapables de lutter contre le chômage et de mener une politique industrielle digne de ce nom,

ne portaient pas leur part de responsabilité dans cette situation. Comme si le patron d'Air France n'avait pas vu son salaire récemment augmenté de 70% et le comité de direction fait voter 150 millions d'euros pour garantir leur retraite chapeau.

Le deux poids, deux mesures dans ce regard convergent des classes dominantes donne la nausée. Il n'est pas question ici de promouvoir les méthodes de violence physique dans les conflits sociaux, mais de comprendre la peur qui tient aux tripes dans notre société précarisée, la réalité des vies détruites par des choix patronaux et gouvernementaux aux ordres de la finance qui peut amener à des gestes de colère.

Le chômage paupérise la population. Il met en péril des familles entières, des territoires. La triste histoire de France Telecom nous rappelle que l'angoisse des licenciements, la terreur au travail peut conduire au suicide. La violence sociale est aussi physique. Mais cette violence-là suscite une forme de cécité parmi les hauts dirigeants. Devant cette expression ouverte de la conflictualité sociale, ils se sont mis d'un coup à avoir peur pour leur chemise.